

## Burundi : la subvention des engrais est une des priorités de 2013

Arrib News, 25/01/2013 – Source Xinhua La subvention des engrais chimiques à 40% au Burundi est l'une des priorités pour 2013, a annoncé vendredi à Bujumbura Mme Odette Kayitesi, ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage lors d'une séance de présentation du bilan des activités de 2012 et les perspectives 2013. Sur un budget de l'Etat d'environ 39 milliards de francs burundais (environ 26 millions USD) prévu pour 2013, le gouvernement burundais projette subventionner les engrais chimiques à partir de la saison pluvieuse (qui débute en septembre) et la quantité à utiliser passera de 10.000 à 40.000 tonnes, a-t-elle précisé.

L'autre innovation dans le secteur agricole à introduire cette année est l'importation de tracteurs dans le cadre de la mécanisation agricole du Burundi, où la majorité des agriculteurs utilisent encore la houe, a déclaré Mme Kayitesi. Les travaux de construction du barrage hydro-agricole de Kajeke (Ouest), qui servira à augmenter la production rizicole dans la plaine de l'Imbo est également attendue au cours de 2013. Dans le domaine d'élevage, un centre de quarantaine sera construit à Cankuzo (Nord-est) en vue de limiter l'introduction des maladies du bétail. En outre, les zones de frayères de poissons seront aménagées dans le lac Tanganyika et les lacs du Nord du pays, pour reconstituer la réserve poissonnière, a-t-elle ajouté. Les grandes activités qui ont marqué 2012, avec un budget de l'Etat de 45 milliards de francs burundais (30 millions USD), sont notamment la multiplication et la distribution du matériel sain des différentes cultures, les plants fruitiers et les semences maraichères. La constitution d'un noyau d'animaux de souche, avec 140 bovins en provenance d'Europe et 200 chèvres de race boer, figure également parmi les grandes réalisations de 2012, a noté le ministre Kayitesi. Elle a toutefois fait remarquer que le secteur agricole burundais se heurte à multiples défis. Il s'agit notamment de la faible fertilité du sol, du manque des semences performantes, de la non structuration des producteurs agricoles, de la faiblesse des services d'appui à la production, spécialement les services de vulgarisation, des pertes post-récoltes suite au manque d'unités de conservation et de transformation, des changements climatiques, a-t-elle dit.